



CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ELBEUF LOUVIERS VAL DE REUIL
Rue du Docteur VILLERS
76410 - Saint Aubin les Elbeuf

Marché public de Services

**Accompagnement spécifique pour la construction d'un bâtiment
ambulatoire pour le CHI d'Elbeuf et une étude de faisabilité sur
l'opportunité d'installer sur le site des Feugrais un service d'imagerie de
type TEP scan et Gamma caméra**

Procédure adaptée

Cahier des Clauses Particulières

(C.C.P.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ ET CONTEXTE	4
ARTICLE 2.	DÉLAI D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	5
ARTICLE 5.	VARIATION DES PRIX	5
ARTICLE 6.	AVANCES	6
ARTICLE 7.	RETENUE DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 8.	SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 9.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	7
ARTICLE 10.	ASSURANCES	7
ARTICLE 11.	DÉLAI DE PAIEMENT	8
ARTICLE 12.	FACTURATION.....	8
ARTICLE 13.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	9
ARTICLE 14.	UTILISATION DES RÉSULTATS	10
ARTICLE 15.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	10
ARTICLE 16.	RÉCEPTION.....	10
ARTICLE 17.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	10
ARTICLE 18.	DÉROGATIONS AU CCAG	10

Service responsable de l'élaboration du DCE

Nom : CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ELBEUF LOUVIERS VAL DE REUIL

Adresse : Rue du Docteur VILLERS, 76410 Saint Aubin les Elbeuf

Personne de contact : Madame Camille CATELAIN

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE ET CONTEXTE

Dans le cadre du développement de ses activités ambulatoires, le centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf Louviers souhaite se doter d'une étude de faisabilité pour la réalisation d'un bâtiment de consultations et d'hospitalisations de jour. L'étude de faisabilité intégrera également l'opportunité d'installer sur le site des Feugrais un service d'imagerie de type TEP SCAN et une GAMMA CAMERA pour une surface estimée à ce stade à environ 600 à 800 m².

L'objet de ce marché comprendra, toutes les phases près opérationnelles à ce dimensionnement :

- Recenser toute l'activité externe (consultations et explorations fonctionnelles)
- Recenser toute l'activité d'hospitalisation de jour.
- Projeter les évolutions démographiques et de développement de l'activité à 10 ans
- Imaginer un schéma stratégique de regroupement de ses activités.

La faisabilité de cette étude comprendra, la faisabilité spatiale, la faisabilité économique par l'identification des coûts et la faisabilité calendaire.

Il est demandé d'illustrer par un benchmark d'opérations similaires.

Le candidat s'attachera à développer les liaisons fonctionnelles avec le plateau technique et services adjacents.

Le CHI Elbeuf-Louviers Val de Reuil est l'établissement support du Groupe Hospitalier de Territoire Val de Seine et Plateaux de l'Eure.

Le CHI en quelques chiffres :

- 1094 lits et places
- 39084 entrées
- 81072 passages aux urgences
- 9428 interventions chirurgicales
- 1558 naissances
- 2494 salariés

L'établissement a finalisé la rédaction de son projet d'établissement en 2024 pour la période 2024-2028.

Le développement de l'hospitalisation ambulatoire demeure une priorité nationale dans laquelle le CHIELVR s'inscrit depuis plusieurs années. L'établissement poursuivra l'amélioration et l'innovation de ses pratiques et de ses organisations, notamment grâce à :

- L'optimisation des plages de rendez-vous,
- L'anticipation des modes d'entrée ou de sortie (organisation des transports) et le suivi (relation avec les médecins de ville et les accompagnants, développement de la télésurveillance),
- L'amélioration de l'accessibilité des services d'ambulatoire,
- Le développement des soins de support,
- La proposition de solutions d'hébergement pour les personnes isolées et leurs accompagnants

Les services de consultation sont très éparés au sein de l'établissement hospitalier, celui-ci a besoin d'augmenter sa capacité ambulatoire.

Projet connexe :

- Coordination des secrétariats Coordination et mutualisation
- Extension du capacitaire conventionnel projeté à 2034

ARTICLE 2. DELAI D'EXECUTION

Une proposition de calendrier est à établir par le candidat. Il sera cependant apprécié de respecter un délai prévisionnel d'exécution du marché **de 2.5 mois** à compter de sa date de notification.

Date de début prévisionnelle : date de notification du présent marché.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la notification.

Le délai d'exécution des services correspond au délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- ATTRI1 - Acte d'engagement
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) (*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*)
- Le mémoire technique
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 4. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

ARTICLE 5. VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le titulaire pourra proposer une révision de prix qui devra suite à un entretien avec le CHIELVR être validé.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2%.

ARTICLE 6. AVANCES

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

ARTICLE 7. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 9. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 11. DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Lorsque les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro (service ECO)**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Le paiement de la mission sera décomposé comme suit :

- **80% décomposés sur le nombre de réunions de cadrage de la mission (1/mois)**
- **20% à réception du rendu final**

ARTICLE 12. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ELBEUF LOUVIERS VAL DE REUIL

SIRET : 26760176300019

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 13. PENALITES ET PRIMES

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$100\text{€ TTC} * R$$

R = le nombre de jours de retard.

Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 14. UTILISATION DES RESULTATS

Conformément au chapitre VI du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 15. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 16. RECEPTION

Dans les 2 mois, l'acheteur procédera aux vérifications et notifiera sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Il est demandé au titulaire, pour validation de la mission de procéder à des points d'étapes mensuels ainsi qu'à une réunion de coordination et la remise d'un plan d'actions final.

La réception de ces livrables/réunions déclencherons les ordres de paiement comme précisé à l' Article 11 du présent CCP.

ARTICLE 17. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rouen

Tél. : 02 35 58 35 00

Fax : 02 35 58 35 03

Email : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rouen

Tél. : 02 35 58 35 00

Fax : 02 35 58 35 03

Email : greffe.ta-rouen@juradm.fr

ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG

Aucune dérogation n'a été apportée au CCAG.